

## **Précarité économique et exclusion spatiale en Côte d'Ivoire : Une analyse des dynamiques urbaines et périurbaines dans les villages reliques d'Adjamé-Bingerville et de Songon**

**Konan N´Goran N´Goh Nana**

*Enseignant-chercheur,  
Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan,  
UFR Sciences de l'Homme et de la Société (SHS),  
Institut d'Ethno-Sociologie,  
ngohnana@gmail.com*

**Franck Armel AKPO,**

*Enseignant-chercheur,  
Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan,  
UFR Sciences de l'Homme et de la Société (SHS),  
Institut d'Ethno-Sociologie,  
frank.akpo@gmail.com*

**Guy-Franck Kouakou AKPO,**

*Enseignant-chercheur,  
Université Jean Lorougnon Guédé-Daloa,  
UFR Sciences Sociales et Humaines (SSH),  
Département de Sociologie-Anthropologie,  
akpofrank@yahoo.fr*

### **Résumé**

*Dans les quartiers périurbains d'Adjamé-Bingerville et de Songon, les transformations foncières souvent non planifiées ou dominées par des logiques informelles contribuent à une fragmentation socio-spatiale croissante. Ce morcellement de l'espace renforce les inégalités d'accès au foncier, aux infrastructures et au service de base, excluant de facto une partie des habitants des bénéfices de la croissance urbaine. Cette étude vise à comprendre comment l'économie informelle, tout en constituant un mode de subsistance, contribue à la reproduction des exclusions spatiales entre Abidjan et ses périphéries. L'exploitation des données a mobilisé une démarche ethnographique comparative à travers l'utilisation des techniques et outils de collectes de données qualitatives telles que la recherche documentaire, l'observation directe, les entretiens individuels et collectifs (focus group) ainsi que l'analyse de contenu thématique. Les résultats mettent en lumière d'une part une gestion différenciée de l'espace qui tend à renforcer la fragmentation socio-spatiale et à marginaliser certains quartiers qualifiés de villages reliques. D'autre part, ils révèlent que les acteurs locaux développent des stratégies d'adaptation fondées sur des solidarités communautaires des réseaux d'entraide et une mobilisation du capital*

*social pour contourner les contraintes imposées par le cadre institutionnel. Enfin, l'étude montre, que les relations entre les acteurs informels et les pouvoirs publics sont marquées par des dissonances normatives. Les politiques d'aménagement du territoire sont perçues tantôt comme un levier de développement tantôt comme une source d'exclusion selon les intérêts et les positions des acteurs en présence.*

**Mots clés :** Précarité économique, économie informelle, fragmentation socio-spatiale, politique publique, Côte d'Ivoire.

## **Abstract**

*In the peri-urban neighborhoods of Adjamé-Bingerville and Songon, land transformations, often unplanned or dominated by informal logic, contribute to growing socio-spatial fragmentation. This fragmentation of space reinforces inequalities in access to land, infrastructure, and basic services, de facto excluding some residents from the benefits of urban growth. This study aims to understand how the informal economy, while constituting a mode of subsistence, contributes to the reproduction of spatial exclusions between Abidjan and its peripheries. The exploitation of the data mobilized a comparative ethnographic approach through the use of qualitative data collection techniques and tools such as documentary research, direct observation, individual and collective interviews (focus groups) as well as thematic content analysis. The results highlight on the one hand a differentiated management of space which tends to reinforce socio-spatial fragmentation and to marginalize certain neighborhoods described as relict villages. On the other hand, it reveals that local actors develop adaptation strategies based on community solidarity, mutual aid networks and the mobilization of social capital to circumvent the constraints imposed by the institutional framework. Finally, the study shows that relations between informal actors and public authorities are marked by normative dissonances. Territorial planning policies are sometimes perceived as a lever for development and sometimes as a source of exclusion depending on the interests and positions of the actors involved.*

**Keywords:** Economic insecurity, informal economy, socio-spatial fragmentation, public policy, Ivory Coast.

## **Introduction**

Avec la croissance rapide des villes et la transformation continue des campagnes, on assiste à l'émergence de territoires aux contours « flous », qui ne sont plus tout à fait urbains sans être encore pleinement ruraux (Debarbieux et Vanier, 2002 ; Vanier, 2005). Ce brouillage entre ville et campagne s'intensifie sous l'effet combiné d'une urbanisation rapide et du dynamisme agricole dans certaines zones périurbaines, donnant naissance à des espaces

hybrides, marqués par une recomposition du tissu territorial (Côte, 1996 ; Maâchou et Otmane, 2016).

Ces périphéries urbaines deviennent alors des espaces d'interactions complexes où coexistent différents intérêts. En effet, bien que les formes sociales héritées de la ruralité y soient encore présentes, elles sont de plus en plus aspirées par les logiques urbaines, transformant ainsi les modes de vie et les rapports sociaux (Sabiha et *al.*, 2025).

En Côte d'Ivoire, le cas d'Abidjan illustre bien cette dynamique. L'extension continue de la ville conduit à l'intégration progressive de villages autrefois ruraux, tels que Bingerville, Anyama ou Grand-Bassam, désormais englobés dans sa périphérie. Ces espaces se trouvent aujourd'hui pris entre la volonté de préserver une mémoire sociale et culturelle héritée du passé villageois et les pressions foncières de plus en plus fortes engendrées par le phénomène de rurbanisation.

Dans ce contexte, les dynamiques de précarité économique se diffusent bien au-delà des quartiers dits précaires d'Abidjan (Abobo, Yopougon...), pour gagner ces périphéries en mutation, habitées à la fois par des populations autochtones et des citadins relégués en quête de logements abordables. Trois constats empiriques permettent d'éclairer cette fracture croissante entre le centre urbain et ses marges. Premièrement, dans les quartiers comme Adjamé, 70 % des vendeurs ambulants occupent les artères principales, contribuant à une congestion urbaine chronique et incitant nombre de riverains à se délocaliser vers des zones périphériques comme Songon, dépourvues d'infrastructures essentielles (Kouassi, 2021, p. 28). Deuxièmement, à Bingerville, la transformation accélérée des terres agricoles en lotissements a pour corollaire un accès inégal à l'eau courante 35 % des ménages en bénéficient, contre 80 % dans les quartiers centraux (Konan, 2022, p. 15). Troisièmement, les femmes des espaces périurbains cumulent les vulnérabilités : 65 % travaillent dans l'agriculture de subsistance ou le petit commerce informel, avec des revenus inférieurs de 40 % à ceux des hommes (Diarra, 2020, p. 49).

Ce tableau révèle un paradoxe structurant qui présente l'économie informelle à la fois comme une réponse adaptative aux fragilités économiques et un vecteur de reproduction des inégalités spatiales. Loin d'être un simple palliatif, cette informalité en

l'absence de régulation publique accentue la fragmentation socio-spatiale et précarise davantage les populations reléguées dans les périphéries. Ce double regard met en lumière une ambivalence normative : si l'informalité permet une résilience économique minimale, elle participe également à la ségrégation territoriale. Ainsi, à Abidjan, 60 % des travailleurs informels vivent dans des espaces périurbains, sans accès aux services de base (Touré, 2019, p. 73). De même, à Anyama, la spéculation foncière contraint 45 % des autochtones à céder leurs terres, contribuant à une perte d'ancrage territorial et à une marginalisation croissante (Koffi, 2021, p. 89).

Ces dynamiques traduisent la complexité de l'urbanisation ivoirienne, marquée par une tension entre croissance informelle, inégalités spatiales et crise de l'accès aux ressources urbaines. Si les activités économiques non réglementées peuvent être perçues comme formes de résilience face à la précarisation de l'emploi formel, elles s'accompagnent d'une intensification des processus d'exclusion. Les espaces périurbains deviennent ainsi des espaces tampons, où convergent les effets combinés de la précarité économique, de la pression foncière et du déficit infrastructurel.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, en s'attachant à interroger le paradoxe suivant : comment l'économie informelle, tout en offrant des opportunités de survie aux populations marginalisées, participe-t-elle à la reproduction des exclusions spatiales entre Abidjan et ses périphéries ? Plus largement, cette réflexion soulève une interrogation centrale sur les politiques publiques à concevoir pour articuler développement urbain, justice territoriale et reconnaissance des économies populaires. La problématique se formule ainsi :

Comment l'économie informelle, tout en constituant un mode de subsistance, contribue-t-elle à la reproduction des exclusions spatiales entre Abidjan et ses périphéries, et quelles politiques peuvent permettre de concilier développement urbain et justice territoriale ?

Derrière cette interrogation générale se dessinent plusieurs enjeux sociologiques majeurs qui orientent notre démarche analytique. Il s'agit, en premier lieu, de questionner les

mécanismes de précarisation économique engendrés par la diffusion massive du travail informel dans les espaces urbains centraux, et leurs effets en cascade sur les champs périurbains. Ce processus contribue à l'enchérissement du coût de la vie, à la détérioration du tissu social, et à la relégation spatiale des populations les plus vulnérables, poussées vers des marges urbaines sous-équipées, où la pression sur les ressources foncières et les infrastructures sociales se fait de plus en plus forte.

En second lieu, face à ces recompositions territoriales et aux formes d'incertitude qu'elles génèrent, il convient d'interroger les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les habitants des espaces périurbains. Ces stratégies, qu'elles soient résidentielles, économiques ou communautaires, relèvent de logiques complexes de négociation avec un espace intermédiaire ni pleinement urbain, ni résolument rural marqué par la volatilité foncière, l'insuffisance de l'offre publique, et la persistance de formes d'organisation locales souvent informelles.

Enfin, l'analyse critique des politiques publiques s'impose comme un axe structurant de cette recherche. Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure les dispositifs institutionnels en matière de planification urbaine, de régulation foncière et d'intégration de l'économie populaire sont à même de répondre aux défis contemporains de l'exclusion territoriale. Cette réflexion engage aussi une interrogation sur les effets potentiellement contre-productifs de certaines politiques, qui, en ignorant les dynamiques spécifiques des périphéries, peuvent contribuer à renforcer la ségrégation socio-spatiale et les déséquilibres structurels.

Ces questionnements articulent notre étude autour de trois objectifs analytiques centraux :

Analyser comment la montée de l'informalité économique dans les centres urbains produit des effets de précarisation et de relégation dans les périphéries, contribuant à des formes d'urbanisation non régulée ;

Documenter les logiques d'adaptation sociale des populations périurbaines face aux mutations foncières, à la raréfaction des ressources publiques et aux incertitudes structurelles ;

Évaluer les marges de manœuvre et les limites des politiques publiques actuelles en matière d'aménagement territorial, afin de formuler des pistes pour une planification plus inclusive, équitable et sensible aux contextes locaux.

Dans cette recherche, nous avons choisi de nous appuyer sur une lecture critique de l'espace urbain afin de mieux comprendre les réalités abidjanaises. La théorie de la production de l'espace proposée par Henri Lefebvre (1974) nous semble particulièrement éclairante, car elle rappelle que l'espace n'est jamais neutre : il est façonné par des rapports sociaux, économiques et politiques. Dans le cas d'Abidjan, cette perspective permet de saisir comment la pression foncière et les logiques de pouvoir organisent la marginalisation des périphéries et accentuent la vulnérabilité des populations qui y résident.

Cette réflexion trouve un prolongement dans les travaux de David Harvey (2008) sur l'accumulation par dépossession, qui mettent en évidence la spéculation foncière et les formes de captation des ressources contribuant à la précarité résidentielle. Elle se nourrit également de l'analyse de Loïc Wacquant (2013) sur la marginalité urbaine avancée, utile pour comprendre la stigmatisation et le déficit d'infrastructures vécus par les habitants des champs périurbains. Enfin, la notion d'injustice spatiale développée par Edward Soja (2010) permet de penser les inégalités d'accès aux ressources et aux droits urbains comme le résultat de choix politiques et de logiques de gestion différenciées des territoires.

Ces apports théoriques, bien que issus d'horizons différents, se complètent et convergent pour éclairer les processus sociaux et spatiaux observés en Côte d'Ivoire. Ils nous aident à comprendre que l'économie informelle, loin d'être seulement un moyen de survie, joue aussi un rôle central dans la reproduction des inégalités socio-spatiales. Ce cadre conceptuel fournit ainsi les outils nécessaires pour analyser le paradoxe des périphéries abidjanaises, à la fois lieux de solidarité et d'exclusion, de créativité sociale et de relégation institutionnelle.

## **1. Méthodologie**

Le choix d'une démarche ethnographique comparative s'est imposé dans le cadre de cette recherche, car il s'agissait de comprendre de près la complexité des réalités sociales qui traversent les périphéries abidjanaises. Ces espaces sont marqués par une grande diversité, qu'il s'agisse des statuts fonciers coutumiers, précaires ou issus de lotissements récents des formes d'activités économiques ou encore des modes de vie. Dans un tel contexte, seule une immersion prolongée sur le terrain, combinée à une approche comparative, pouvait permettre de restituer à la fois les trajectoires résidentielles, les formes de marginalisation et les stratégies d'adaptation développées par les populations.

L'enquête, conduite de janvier à avril 2025, a porté sur cinq (05) sites retenus pour leur valeur représentative : Abobo Baoulé et Yopougon Gesco, deux quartiers informels à forte densité ; Bingerville et Songon, villages progressivement intégrés au tissu urbain ; ainsi que deux espaces ruraux en pleine mutation, Dabou et Grand-Bassam. Le choix de ces terrains se justifie par leur rôle stratégique dans la dynamique d'expansion d'Abidjan, leur exposition aux pressions foncières et la variété des profils socio-résidentiels qu'ils concentrent.

Pour documenter ces réalités, plusieurs outils de collecte ont été mobilisés dans une logique de complémentarité. Quarante-cinq (45) entretiens semi-directifs ont ainsi été réalisés : 12 avec des habitants des quartiers périurbains, 8 avec des commerçantes et travailleuses informelles, 7 avec des jeunes confrontés à des situations de précarité, 5 avec des chefs coutumiers, 5 avec des élus locaux, 4 avec des urbanistes ou techniciens municipaux et 4 avec des membres d'associations communautaires. Ces entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, ont permis de recueillir une diversité de points de vue et de trajectoires. En parallèle, dix (10) focus groups réunissant chacun entre six et huit participants soit environ soixante-dix (70) personnes au total ont été organisés autour de thèmes centraux tels que le logement, l'accès aux services de base, le foncier ou encore les relations entre populations locales et autorités. Enfin, l'observation directe et participante a constitué un apport décisif, en donnant accès aux pratiques quotidiennes, qu'il s'agisse de l'auto-construction des logements, des solidarités de voisinage ou des arrangements informels pour accéder aux infrastructures.

En ce qui concerne l'échantillonnage, il a été conçu de manière raisonnée, en tenant compte de critères tels que l'âge, le genre, l'ancienneté d'installation, le statut foncier et la position socio-professionnelle. Cette diversité a permis de croiser des points de vue variés et d'analyser les expériences sociales de manière différenciée. À partir du quarantième entretien et du neuvième focus group, il est apparu que les mêmes thèmes revenaient de manière récurrente, ce qui indique que la saturation empirique avait été atteinte.

En définitive, cette méthodologie, fondée sur la combinaison d'entretiens, de focus groups et d'observations, assure une analyse fine des réalités sociales. Elle permet ainsi d'articuler les dimensions individuelles et collectives, de confronter les discours aux pratiques, et de comprendre en profondeur les mécanismes d'exclusion et les logiques d'adaptation à l'œuvre dans les espaces périphériques abidjanais.

## **2. Résultat**

### ***2-1. Economie informelle comme ressource de production des ségrégations spatiales***

Les résultats mettent en lumière les effets différenciés de l'informalité économique sur les conditions d'existence des populations reléguées en périphérie abidjanaise. Il ressort des entretiens que l'urbanisation non planifiée entraîne une saturation rapide des ressources essentielles (eau, électricité, assainissement), une augmentation des coûts du logement, et une insécurité foncière chronique, aggravée par l'absence de mécanismes de régulation efficaces. Si l'économie informelle représente pour beaucoup une ressource vitale, elle s'accompagne également d'une intensification des vulnérabilités sociales et territoriales.

*« Depuis qu'on est venu s'installer ici, on n'a pas l'eau courante. Chaque jour, on doit payer les gens pour puiser de l'eau, et ça coûte cher. Même l'électricité, c'est les branchements qu'on paie par des câbles qu'on tire ». (Femme, 38 ans, résidente à Yopougon Gesco)*



Ce témoignage met en lumière la logique de sous-intégration infrastructurelle propre aux zones périurbaines informelles. L'absence d'équipements de base y contraint les ménages à recourir à des solutions palliatives, souvent précaires, qui renchérissent paradoxalement le coût de la vie quotidienne. En mobilisant les travaux de Loïc Wacquant (2013) sur la « marginalité urbaine avancée », on peut interpréter cette situation comme le résultat d'une gestion différenciée de l'espace urbain, où les services publics ne sont pas distribués selon les besoins sociaux, mais selon des logiques sélectives, renforçant la relégation.

*« Avant on payait 10.000 pour louer ici. Maintenant c'est 25.000 ou 30.000. Mais rien n'a changé. Il n'y a pas de route, pas d'hôpital, rien. On paye plus pour vivre dans les mêmes conditions ».*

(Jeune homme, 26 ans, ouvrier informel à Songon).

Ce verbatim illustre une dissonance entre la valeur foncière croissante et l'absence de plus-value sociale. L'élévation des loyers dans les périphéries, non accompagnée d'une amélioration des services urbains, reflète une logique spéculative détachée des conditions matérielles de vie. On retrouve ici les réflexions de David Harvey (2003) sur l'« *accumulation par dépossession* » : les territoires périphériques sont investis non pour le bien-être de leurs habitants, mais pour leur capacité à générer des rentes, accentuant l'injustice spatiale. Ce mécanisme contribue à l'entretien de la précarité résidentielle, renforçant l'incertitude et la mobilité forcée des plus pauvres. Ainsi, cet axe montre que l'économie informelle, loin d'être une simple forme de résilience, s'inscrit dans un système urbain fragmenté, où l'accès aux ressources est fortement médié par des logiques de pouvoir, de marchandisation et de segmentation territoriale. Loin d'atténuer les inégalités, l'informalité contribue souvent à les reproduire, voire à les amplifier, au sein d'un urbanisme dual où les périphéries constituent des espaces d'invisibilisation sociale et politique.

## **2-2. Logiques d'adaptation et de recomposition des pratiques territoriales**

Face aux mutations rapides des périphéries abidjanaises marquées par la spéculation foncière, le déficit d'infrastructures et la faiblesse des politiques publiques, les populations développent

des stratégies d'adaptation plurielles, à la fois résidentielles, économiques et symboliques. Ces logiques d'ajustement ne relèvent pas uniquement de la survie, mais témoignent d'une capacité d'agir (agency) dans des contextes de contrainte. Elles traduisent un urbanisme « par le bas », fondé sur des pratiques d'auto-construction, de solidarité communautaire et de mobilisations informelles autour de la gestion des ressources.

*« Moi, j'ai pris un terrain chez un parent, on a arrangé ça entre nous. Pas de papier, mais on sait que c'est notre zone. On a mis maison là, et on vit dedans. Même si la mairie vient, on va dire que c'est coutumier ici ».*

(Homme, 42 ans, habitant à Songon)

Ce témoignage illustre une forme d'appropriation informelle du foncier, fondée sur les logiques d'alliance coutumière et de reconnaissance communautaire, en dehors des dispositifs juridiques formels. Dans cette perspective, on peut mobiliser les travaux de James C. Scott (1895) sur les « formes de résistance discrètes » et ceux d'Asef Bayat (2010) sur la « politique du quotidien » dans les espaces informels : l'action ici n'est pas contestataire au sens classique du terme, mais elle est subversive dans son efficacité, en redéfinissant les normes d'usage du territoire. Cette occupation coutumière traduit aussi une économie morale de la terre, où la légitimité d'usage prévaut sur la légalité administrative.

*« Ici, chacun se débrouille. Il y a des femmes qui vendent devant leur maison, les jeunes lavent les motos, d'autres font couture ou vendent du crédit. On ne peut pas rester sans rien faire. Même si c'est petit, c'est mieux que rien ».*

(Femme, 35 ans, commerçante à Bingerville).

Ce discours révèle une économie populaire fondée sur la polyvalence, l'auto-emploi et la mobilisation des ressources domestiques. Il fait écho aux travaux de Michel de Certeau sur les « pratiques ordinaires » et à ceux de Jean-Louis Laville sur les économies solidaires, qui montrent comment, dans les interstices de l'économie formelle, se déploient des formes alternatives de

production, de circulation et de survie. Ces pratiques témoignent d'un ancrage local fort, d'une capacité de résilience et d'une régulation socio-économique communautaire qui supplée les carences de l'État. On y observe également une féminisation de la subsistance, où les femmes endossent un rôle central dans la continuité de la reproduction sociale.

### **2-3. Fragmentation urbaine comme mécanisme de production des inégalités sociales**

Les résultats de l'enquête confirment l'existence d'une gestion différenciée et sélective des espaces urbains à Abidjan et dans ses périphéries. Les zones périurbaines apparaissent comme des espaces de relégation où la faiblesse de l'intervention publique se conjugue à l'absence de planification urbaine intégrée. Les habitants de ces territoires doivent composer avec un accès différencié voire inexistant aux services essentiels tels que l'eau potable, l'électricité, la voirie ou encore les infrastructures sanitaires et scolaires. Cette fragmentation territoriale nourrit un fort sentiment d'abandon et d'injustice, renforcé par des logiques de spéculation foncière qui complexifient davantage les dynamiques d'installation et de sécurisation foncière des ménages modestes.

*« Ici, on dirait qu'on n'est pas à Abidjan. L'État ne nous regarde pas. Pour avoir l'eau, c'est les forages privés, pour la route, c'est nous-mêmes qui cotisons. Quand il pleut, c'est la galère. Mais les terrains, eux, deviennent de plus en plus chers » !*

Habitant de Yopougon Gesco (mars 2025)

Ce témoignage illustre la double peine que subissent les populations périurbaines : d'un côté, l'absence d'État et d'infrastructures de base ; de l'autre, une pression foncière croissante qui limite leur capacité à stabiliser leur habitat. Cette situation peut être analysée à travers la notion de citoyenneté différenciée (Agier, 2015), où les droits urbains ne sont pas distribués de manière égale mais segmentés selon des logiques politico-économiques. Les habitants des champs périurbains sont ainsi maintenus dans une forme d'urbanité incomplète, souvent sans reconnaissance juridique ou institutionnelle pleine de leur existence en tant que citoyens :

*« On nous demande de libérer les terrains pour des projets, mais on ne nous dit jamais quand l'école ou le centre de santé viendra. On dirait qu'on est juste là pour faire passer les projets des autres ».*

Chef communautaire à Songon (avril 2025)

Ce propos met en lumière une asymétrie dans les logiques d'aménagement du territoire : les populations locales sont exclues des processus de décision et souvent utilisées comme variables d'ajustement dans des stratégies de valorisation foncière imposées d'en haut. Cette dynamique peut être éclairée par la théorie de la production de l'espace de Lefebvre (1974), selon laquelle l'espace urbain est produit par des rapports de pouvoir et de domination, et non par un processus neutre ou purement technique. Ainsi, la marginalisation spatiale n'est pas une simple conséquence du sous-développement mais bien le produit d'une organisation politique et économique de la ville où les intérêts privés priment sur les besoins collectifs.

En somme, la fragmentation urbaine à Abidjan et dans ses périphéries ne relève pas d'un défaut de développement homogène, mais d'une gestion hiérarchisée de l'espace qui alimente les dynamiques d'exclusion. Ces dernières ne se traduisent pas seulement par un éloignement géographique, mais aussi par une disqualification symbolique et politique des habitants des zones reléguées.

#### **2-4. Ambivalence des politiques publiques entre légitimité formelle et informalité territoriale**

Les discours recueillis révèlent une tension entre la reconnaissance des efforts institutionnels (microfinance, urbanisation) et une critique structurelle de leur mise en œuvre. Les acteurs valorisent l'intention des politiques publiques, mais dénoncent leur décalage avec les logiques socio-économiques locales, perçu comme un accélérateur d'inégalités. Deux dimensions émergent : L'échec des modèles standardisés face à la diversité des territoires, illustré par des dispositifs jugés « hors-sol ».

L'invisibilisation des pratiques informelles dans la conception des politiques, perçue comme une violence symbolique.

*« Vos projets d'urbanisation, c'est beau sur le papier, mais ici, ça ne colle pas à nos réalités » !*

Ce verbatim illustre le phénomène d'isomorphisme coercitif : les politiques publiques reproduisent des modèles standardisés (urbanisme néolibéral, normes techniques universelles) pour gagner en légitimité auprès des bailleurs, au détriment de l'adaptation aux contextes locaux. Selon Di Maggio et Powell, les institutions adoptent des pratiques similaires par mimétisme, même inefficaces, pour se conformer à des attentes externes (État, organismes internationaux). Cela explique le caractère « hors-sol » des politiques dénoncé par les acteurs, où la conformité bureaucratique prime sur l'innovation territoriale.

*« Comment lutter contre la pauvreté si vous ne comprenez pas que l'informalité, ici, c'est notre seule stratégie de survie » ?*

Ce verbatim renvoie à la théorie de Michel de Certeau sur les *tactiques* des dominés : l'économie informelle (travail non déclaré, auto-construction, etc.) est une réponse créative à l'absence d'institutions adaptées. Les politiques publiques, conçues comme des *stratégies* rigides (plans d'insertion, normes légales), échouent car elles méconnaissent ces pratiques.

En parallèle, James Scott (*Seeing Like a State*) analyse l'incapacité des États à appréhender les savoirs locaux (*métis*), car ils privilégient des catégories simplificatrices (« emploi formel », « logement légal »). Cette cécité bureaucratique transforme l'informalité en « problème » plutôt qu'en ressource, creusant les inégalités.

Ces verbatims révèlent un conflit entre *rationalité instrumentale* des politiques (focalisées sur des indicateurs quantitatifs) et *rationalité située* des acteurs locaux. L'analyse invite à repenser l'action publique à l'aune de la sociologie des organisations (intégrer l'informalité comme ressource) et de l'anthropologie de l'État (décentraliser les savoirs décisionnels).

### **3. Discussion**

Les résultats de cette enquête ethnographique menée entre janvier et avril 2025 à Abidjan et dans ses périphéries révèlent des

formes d'exclusion spatiale et de précarité économique qui s'entrelacent et s'autoalimentent. Cette étude s'inscrit dans un corpus de travaux critiques sur la fabrique urbaine en Afrique de l'Ouest (Durand-Lasserve, 2003 ; Simone, 2004 ; Bénit-Gbaffou, 2012), tout en proposant un dépassement de certaines approches trop centrées sur la binarité centre/périphérie ou sur une lecture strictement gestionnaire des politiques urbaines.

En effet, loin de concevoir les périphéries comme de simples marges sous-équipées, les données ethnographiques montrent qu'elles sont des lieux d'expérimentation sociale, d'innovation résidentielle et de résistances quotidiennes, mais aussi des espaces marqués par une relégation politique structurelle. À ce titre, notre étude rejoint les travaux de Jennifer Robinson (2006) sur les « villes ordinaires » en montrant que les dynamiques d'exclusion ne peuvent être analysées uniquement à partir de modèles importés des métropoles du Nord global, mais doivent intégrer les formes spécifiques d'agencéité, d'informalité et de production foncière locales.

Notre analyse converge par ailleurs avec les apports de la géographie critique (Harvey, 2008 ; Lévy, 2013) en soulignant le caractère structurellement inégalitaire de l'espace urbain abidjanais, façonné par des rapports de pouvoir qui traversent les logiques d'aménagement, de spéculation et de marginalisation. Le concept d'« injustice spatiale » (Soja, 2010) permet ici de penser l'accumulation de désavantages matériels, symboliques et politiques dans les périphéries et les « villages reliques », au croisement des inégalités foncières, des politiques publiques sélectives, et des imaginaires dévalorisants.

Mais notre enquête va au-delà de cette convergence critique, en insistant sur l'importance d'une lecture relationnelle et située de la précarité. En mobilisant les récits de terrain (entretiens, observations, focus groups), nous montrons que la précarité n'est pas seulement une condition objective (manque de revenus, d'équipements ou de droits), mais aussi une expérience subjectivement vécue et localement négociée. Cette approche qualitative permet de dépasser les catégories statistiques souvent rigides et de réinscrire les individus dans leurs stratégies d'habiter, de contournement, et de résistance symbolique.

Enfin, ce travail se positionne clairement dans une sociologie urbaine postcoloniale qui interroge les formes d'héritage, de domination et d'ajustement entre normes importées et pratiques endogènes. Il dialogue avec les réflexions de Mbembe et Nuttall (2004) sur l'urbanisme improvisé, tout en appelant à une relecture des politiques d'aménagement à partir des territoires eux-mêmes : en tant qu'espaces vécus, traversés par l'histoire, la mémoire, les solidarités et les conflits fonciers.

## **Conclusion**

En définitive, l'analyse des espaces périurbains abidjanais révèle que la précarité économique et l'exclusion spatiale ne sont pas des phénomènes isolés, mais bien le résultat d'une combinaison de facteurs structurels. En effet, la croissance urbaine rapide, conjuguée à la spéculation foncière et à la faiblesse des politiques publiques, produit des espaces hiérarchisés où les inégalités se renforcent. Dans ce contexte, l'économie informelle apparaît comme une réponse nécessaire pour de nombreux ménages, mais elle demeure ambivalente : tout en offrant des opportunités de subsistance, elle contribue à entretenir la fragmentation socio-spatiale.

Par ailleurs, les stratégies mises en œuvre par les habitants qu'il s'agisse de l'auto-construction, des solidarités communautaires ou de l'occupation coutumière des terres traduisent une capacité d'adaptation face à l'incertitude. Ces pratiques, bien qu'informelles, révèlent un véritable savoir-faire territorial et soulignent l'ingéniosité des populations dans la gestion de leur quotidien. Cependant, elles ne suffisent pas à compenser l'absence d'une intervention publique adaptée aux réalités locales.

Ces constats appellent, d'une part, à une relecture des politiques d'aménagement, souvent conçues de manière uniforme et déconnectée des spécificités locales. D'autre part, ils invitent à reconnaître la pluralité des modes de production de la ville et à intégrer les pratiques informelles dans une planification inclusive et équitable. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de corriger des déficits en infrastructures, mais de repenser la fabrique urbaine et périurbaine en tenant compte des besoins différenciés et des logiques habitantes.

En définitive, les espaces périurbains ne doivent plus être perçus comme de simples champs en attente de développement, mais comme des espaces stratégiques où se créent de nouvelles formes d'habitat et d'organisation sociale. Ainsi, les reconnaître et les intégrer pleinement dans les politiques urbaines constitue une condition indispensable pour bâtir une ville plus équitable, capable de concilier croissance économique, justice spatiale et cohésion sociale.

Dans cette perspective, cette étude présente une portée pratique importante, car elle offre des repères concrets aux décideurs publics, aux urbanistes et aux acteurs communautaires pour concevoir des politiques territoriales plus inclusives. En effet, il ne s'agit plus seulement de planifier des infrastructures à partir de modèles standardisés, mais de prendre appui sur les réalités locales et les pratiques habitantes. Par exemple, l'accompagnement des initiatives d'auto-construction par des dispositifs de sécurisation foncière et d'accès aux services de base (eau, électricité, assainissement) permettrait d'améliorer significativement les conditions de vie. De même, l'intégration des marchés informels tels que ceux de Songon ou de Bingerville dans des plans d'aménagement favorisant l'hygiène et la sécurité, sans détruire l'activité économique, contribuerait à une urbanisation plus équitable. Enfin, la valorisation des solidarités communautaires, à travers le renforcement des mutuelles locales, des tontines ou des réseaux d'entraide, pourrait devenir un levier pour la réalisation de projets collectifs, comme la construction d'infrastructures sociales ou la gestion participative de l'espace public.

Ainsi, en articulant ces pratiques endogènes avec une action publique adaptée, il devient possible de réduire les inégalités socio-spatiales et de promouvoir une urbanisation inclusive, respectueuse des dynamiques sociales et économiques locales.

## Références bibliographiques

**BACCHETTA M., ERNST E. et BUSTAMANTE J.P., 2009.** Globalization and Informal Jobs in Developing Countries, OIT et OMC, Genève.



**BANERJEE Abhijit et DUFLO Esther**, 2012. Repenser la pauvreté, Le Seuil, Paris.

**BEAUCHEMIN Christian**, 2005. « Les migrations ville-campagne en Côte d'Ivoire : une circulation inversée ». In : Urbain-Rural, l'hybridation en marche, GUEYE C., FALL A.S. (dir.), Enda, Dakar, pp. 167-189.

**BELGUESMIA Sabiha, YOUSFI Badreddine et OTMANE Tayeb**, 2019. « Interface ville/campagne et dynamiques des espaces périurbains d'une ville intermédiaire sud-méditerranéenne. L'exemple de Mostaganem (Algérie) », Méditerranée, vol. 63, n°179-180, pp. 179-200. DOI : <https://doi.org/10.7202/1084236ar>.

**CASTEL Robert**, 1995. Les métamorphoses de la question sociale, Fayard, Paris.

**CLING Jean-Pierre, LAGRÉE Stéphane, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François**, 2017. L'économie informelle dans les pays en développement, AFD, Paris.

**EMELIANOFF Catherine**, 2010. « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? ». In : L'étalement urbain : un processus incontrôlable ? YAMNA D., EMELIANOFF C., BENNASR A., CHEVALIER J. (dir.), Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 221-233.

**KRA KOUAKOU Valentin, KOFFI Simplicie Yao et OURA Kouadio Raphaël**, 2018. « Mutations socio-économiques et dynamique foncière liées à l'abandon de la cotonculture dans la sous-préfecture de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) », International Journal of Multidisciplinary Research and Development, vol. 5, n°2, pp. 44-50.

**LEFEBVRE Henri**, 1974. La production de l'espace, Anthropos, Paris.

**LEFEBVRE Henri**, 1968. Le droit à la ville, Anthropos, Paris.

**MAURIZIO Roxana**, 2010. « Informalité et vulnérabilité en Amérique latine. Cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou », Revue Internationale du Travail, vol. 149, n°3, pp. 305-328.

**NGANA Félix**, 2004. Représentation des espaces urbains et processus migratoire des populations marginalisées en Centrafrique, Thèse de doctorat, Université Denis Diderot-Paris 7, Paris, 438 p.

**NGANA Félix, SOUGNABÉ Pabamé, GONNÉ Bernard, ABABA Alexis Maïna**, 2009. « Transformations foncières dans les espaces

périurbains en Afriquecentrale soudanienne ». In : Savanes africaines en développement : innover pour durer, Garoua, Cameroun, avril 2009, 9 p.

**ROTHENBERG A.D., GADUH A., BURGER N.E., CHAZALI C., TJANDRANINGSIH I., RADIKUN R., SUTERA C. et WEILANT S.**, 2015. « Rethinking Indonesia's Informal Sector », World Development, vol. 8, pp. 96-113.

**SASSEN Saskia**, 1991. Villes globales, Descartes & Cie, Paris.

**SASSEN Saskia**, 2014. Expulsions, Éditions de la Découverte, Paris.

**SEMMOUD Nora**, 2003. « Les mutations de la morphologie socio-spatiale algéroise », Annales de géographie, n°633, pp. 495-517.

**SEMMOUD Nora**, 2007. « Habiter et types d'habitat à Alger », Autrepart, vol. 42, n°2, pp. 163-180.

**TCHOTSOUA Moussa**, 2006. Évolution récente des territoires de l'Adamaoua central : de la spatialisation à l'aide pour un développement maîtrisé, Thèse de HDR, Université d'Orléans, France.

**VAN DER PLOEG Jan Douwe**, 2006. Sociologie rurale critique, Wageningen Academic Publishers, Wageningen.